

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC**

**No : 200-06-000163-132**

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Recours collectif)

**SERGE ASSELIN,** [REDACTED]  
[REDACTED]

Requérant;

c.

**DENSO CORPORATION;**

et

**DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC.;**

et

**DENSO MANUFACTURING CANADA, INC.;**

et

**DENSO SALES CANADA, INC.;**

et

**MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION;**

et

**MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE  
AMERICA, INC.;**

et

**MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA, INC.;**

et

**HITACHI, LTD.;**

**SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS**  
S.E.N.C.R.L.

et

**HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD.;**

et

**HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS,  
INC.;**

et

**MITSUBA CORPORATION;**

et

**AMERICAN MITSUBA CORPORATION;**

et

**ROBERT BOSCH GMBH,** [REDACTED]

et

**ROBERT BOSCH LLC,** [REDACTED]

et

**ROBERT BOSCH, INC.,** [REDACTED]

Intimées.

---

**REQUÊTE RÉAMENDÉE POUR OBTENIR L'AUTORISATION D'EXERCER UN  
RECOURS COLLECTIF ET POUR OBTENIR LE STATUT DE REPRÉSENTANT**

(Articles 1002 et ss. C.p.c.)

(N/D : 67-132/ Démarreurs / Starters)

---

**SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS**  
S.E.N.C.R.L.

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LE REQUÉRANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

**I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

**A) LE RECOURS**

1. Le Requérant désire exercer un recours collectif pour le compte [...] du groupe ci-après décrit, dont il est lui-même membre, soit :

« [...] Toute personne du Québec qui [...] a acheté [...] un démarreur\* pour l'installation dans un véhicule automobile neuf\*\* [...] ou qui [...] a acheté et/ou loué un véhicule automobile neuf [...] équipé d'un démarreur, et ce, entre le 1<sup>er</sup> [...] janvier 2000 et le 31 juillet 2011 (la « **Période visée par le recours** »).

Toutefois, une personne morale de droit privé, une société ou une association n'est membre du groupe que si, en tout temps entre le 18 avril 2012 et le 18 avril 2013, elle comptait sous sa direction ou sous son contrôle au plus cinquante (50) personnes liées à elle par contrat de travail et qu'elle n'est pas liée avec les Requérants. »

\* Les démarreurs achetés pour la réparation ou le remplacement dans un véhicule automobile sont exclus du groupe.

\*\* Véhicule automobile désigne : voitures, véhicules sport utilitaires (VUS), fourgonnettes, camions légers (pesant 10 000 lbs au maximum).

ou toute autre groupe ou période que le Tribunal pourra déterminer;

2. Le Requérant reproche aux Intimées d'avoir comploté pour conclure des ententes illégales afin de fixer le prix de vente des démarreurs (ci-après « **Démarreurs** ») et ainsi restreindre ou éliminer la concurrence;
3. Plus particulièrement, le Requérant allègue [...] que durant la Période visée par le recours, les Intimées ont participé à des réunions secrètes et ont conclu des arrangements pour fixer les prix, déterminer les augmentations de prix et se partager le marché des Démarreurs;

## B) LES INTIMÉES

### DENSO

4. L'Intimée Denso Corporation est une corporation créée sous l'autorité des lois du Japon ;
5. L'Intimée Denso International America, Inc. est une corporation américaine ayant sa principale place d'affaires à Southfield au Michigan [...];
- 5.1 Denso International America, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
6. L'Intimée Denso Manufacturing Canada, Inc. est une corporation canadienne ayant sa principale place d'affaires à Guelph en Ontario [...];
- 6.1 Denso Manufacturing Canada, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
7. L'Intimée Denso Sales Canada, Inc. est une corporation canadienne ayant sa principale place d'affaires à Mississauga en Ontario [...];
- 7.01 Denso Sales Canada, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
- 7.1 Denso Corporation, Denso International America, Inc., Denso Manufacturing Canada, Inc. et Denso Sales Canada, Inc. seront ci-après nommées collectivement « **Denso** »;
- 7.2 Tout au cours de la Période visée par le recours, Denso a fabriqué, distribué, offert ou vendu des Démarreurs au Canada, que ce soit directement ou indirectement par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;
8. [...];

### MITSUBISHI

9. L'Intimée Mitsubishi Electric Corporation est une corporation japonaise;
10. [...];

11. L'Intimée Mitsubishi Electric Automotive America, Inc. est une corporation américaine dont la principale d'affaires se situe à Mason en Ohio [...];
- 11.2 Mitsubishi Electric Automotive America, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Mitsubishi Electric Corporation;
12. L'Intimée Mitsubishi Electric Sales Canada, Inc. est une corporation canadienne dont la principale d'affaires se situe à Markham, en Ontario [...];
- 12.0.1 Mitsubishi Electric Sales Canada, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Mitsubishi Electric Corporation;
- 12.1 Mitsubishi Electric Corporation, Mitsubishi Electric Automotive America, Inc. et Mitsubishi Electric Sales Canada, Inc. seront ci-après nommées collectivement « **Mitsubishi** »;
- 12.2 Tout au cours de la Période visée par le recours, Mitsubishi a fabriqué, distribué, offert ou vendu des Démarreurs au Canada, que ce soit directement ou indirectement par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;
13. [...];

## **HITACHI**

14. Hitachi, Ltd. est une société japonaise;
15. L'Intimée Hitachi Automotive Systems, Ltd. est une corporation japonaise dont la principale place d'affaires se situe à Tokyo au Japon [...];
- 15.1 Hitachi Automotive Systems, Ltd. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Hitachi, Ltd.;
16. L'Intimée Hitachi Automotive Systems Americas, Inc. est une corporation américaine dont la principale place d'affaires se situe à Harrodsburg, au Kentucky [...];
- 16.0.1 Hitachi Automotive Systems Americas, Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Hitachi, Ltd.;
- 16.1 Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. et Hitachi Automotive Systems, Americas, Inc. seront ci-après nommées collectivement « **Hitachi** »;

16.2 Tout au cours de la Période visée par le recours, Hitachi a fabriqué, distribué, offert ou vendu des Démarreurs au Canada, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales.

17. [...];

## **MITSUBA**

18. Mitsuba Corporation est une société japonaise;

19. L'Intimée American Mitsuba Corporation est une corporation américaine dont la principale place d'affaires se situe à Mt. Pleasant au Michigan [...];

19.0.1 American Mitsuba Corporation est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Mitsuba Corporation;

19.1 Mitsuba Corporation et American Mitsuba Corporation seront ci-après nommées collectivement « **Mitsuba** »;

19.2 Tout au cours de la Période visée par le recours, Mitsuba a fabriqué, distribué, offert ou vendu des Démarreurs au Canada, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;

## **BOSCH**

19.3 Robert Bosch GMBH est une société créée sous les Lois de l'État de l'Allemagne ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Stuttgart, en Allemagne;

19.4 L'Intimée Robert Bosch LLC est une société américaine ayant sa principale place d'affaires à Farmington, au Michigan;

19.5 Robert Bosch LLC est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Robert Bosch GMBH;

19.6 L'Intimée Robert Bosch, Inc. est une société canadienne ayant sa principale place d'affaires au Mississauga, en Ontario;

19.7 Robert Bosch Inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Robert Bosch GMBH;

- 19.8 Robert Bosch GMBH, Robert Bosch LLC et Robert Bosch, Inc. seront ci-après nommées collectivement « **Bosch** »;
- 19.9 Tout au cours de la Période visée par le recours, Bosch a fabriqué, distribué, offert ou vendu des Démarreurs au Canada, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;
20. Pour les fins de la présente, le Requérant démontrera que les entités décrites aux paragraphes 4 à 19,9 ont œuvré de façon intégrée, et que les gestes des uns ont engagé les autres pour les fins de la production, de la distribution, de la vente ou de la mise en marché des Démarreurs dans le cadre de la collusion décrite dans cette procédure;

## **LES DÉMARREURS**

21. Un Démarreur est un dispositif relié à la batterie qui permet au véhicule de démarrer lorsque le conducteur tourne le contact. Si le Démarreur ne fonctionne pas adéquatement, le véhicule ne démarrera pas. Lorsqu'un Démarreur est défectueux, il est habituellement remplacé, et non réparé;
22. Les Démarreurs sont habituellement installés par l'équipementier (désigné sous l'appellation anglaise « *original equipment manufacturer* ou *OEM* ») dans de nouveaux véhicules automobiles, de nouveaux camions, et ce dans le cadre de la fabrication de ce véhicule. Ils sont aussi vendus en pièces de remplacement;
23. En ce qui a trait à la fabrication de véhicule neuf, l'équipementier, habituellement d'importants manufacturiers d'automobiles tels Honda, Toyota, Volvo, General Motors et d'autres, achètent des Démarreurs directement des Intimées. Les Démarreurs peuvent également être achetés auprès d'un fournisseur de pièces automobiles;
24. Au moment d'acquérir des Démarreurs, l'équipementier transmet aux fournisseurs de pièces automobiles une invitation à soumissionner pour des pièces spécifiques;
25. Le fournisseur de pièces propose alors sa soumission et, habituellement, l'équipementier accordera le contrat d'approvisionnement au fournisseur de pièces retenu. Ce processus débute approximativement trois ans avant le début de la production d'un nouveau modèle de véhicule automobile;

26. Le Requéant et les membres du groupe ont acheté, indirectement des Intimées, des Démarreurs ou encore se sont approvisionnés en Démarreurs directement de l'une au l'autre des Intimées. En effet, tout au cours de la Période visée par le recours, les Intimées ont approvisionné les fabricants automobiles et le marché avec des Démarreurs qu'ils ont fabriqués, distribués, offerts et vendus au Canada dont au Québec. En outre, les Intimées ont fabriqué des Démarreurs :
- a) En Amérique du Nord afin qu'ils soient installés dans les véhicules fabriqués en Amérique du Nord et vendus au Canada dont au Québec;
  - b) hors de l'Amérique du Nord pour exportation en Amérique du Nord et installation dans les véhicules fabriqués en Amérique du Nord et vendus au Canada dont au Québec;
  - c) hors de l'Amérique du Nord pour installation dans des véhicules fabriqués hors de l'Amérique du Nord et importés et vendus au Canada dont au Québec; et
  - d) comme pièce de remplacement;
27. L'objectif du complot mis en place par les Intimées était d'augmenter les prix de vente des Démarreurs vendus en Amérique du Nord et ailleurs dont au Québec;
28. Les Intimées ont comploté les unes avec les autres et possiblement avec d'autres entités qui ne sont pas spécifiquement désignées dans cette procédure et ont convenu d'influencer les prix des Démarreurs et ont convenu de garder secrète leur pratique collusive de façon à ce que les fabricants automobiles et les autres acteurs de l'industrie l'ignorent. Les Intimées savaient que leur complot influencerait le prix auquel les Démarreurs seraient vendus. En fixant les prix résultat du complot ci-dessus, les Intimées savaient que leur conduite porterait préjudice au Requéant et à tous les membres du groupe;
29. Les Intimées savaient que la hausse des coûts résultant du complot aurait un impact sur le coût des pièces vendues aux constructeurs automobiles ce qui se reflèterait directement sur le coût auquel les constructeurs automobiles vendraient leurs produits au Requéant ainsi qu'à tous les membres du groupe;
30. Vu ce qui précède, plusieurs enquêtes de la part des autorités compétentes aux États-Unis, en Europe et au Japon ont été menées;



31. D'ailleurs, le professeur John M. Conner, dans un document intitulé *Multiple Prosecutions Point to Huge Damages from Auto-Parts Cartel*, produit le 11 décembre 2012, pour l'*American Antitrust Institute* a mis en relief le cartel et les enquêtes menées par les autorités dont il est fait mention ci-dessus, une copie de ce document étant produite au soutien de la présente sous le cote **R-1**;

## **ENQUÊTES SUR LES CARTELS AUTOMOBILES INTERNATIONAUX**

- 31.1 Une vaste enquête sur la collusion entre divers fournisseurs de pièces automobiles en vue de fixer le prix de différentes composantes a été menée par le Bureau canadien de la concurrence en coordination avec d'autres autorités dont celles des États-Unis, de l'Europe et du Japon;
- 31.2 Au Japon, la Fair Trade Commission a émis des contraventions à l'encontre de Mitsubishi, Mitsuba, Hitachi et Denso et a condamné Mitsubishi et Mitsuba à payer 2,517,820,000 de Yen (JPY), soit près de 25 millions \$US pour avoir comploté en vue de fixer le prix des Démarreurs et de produits liés, le tout tel qu'il appert du communiqué de presse de la Japan Fair Trade Commission du 22 novembre 2012 dénoncé au soutien des présentes sous la cote R-4;
- 31.3 Au terme de l'enquête du United States Federal Bureau of Investigation («FBI»), les Intimées Hitachi, Mitsubishi et Mitsuba ont plaidé coupable et le Département de la Justice des États-Unis les a condamné à payer des amendes totalisant 520 millions \$US pour leur participation à un complot visant à fixer le prix des composantes de véhicules automobiles et le truquage des offres en violation de la Loi dont le détail s'établit comme suit :

Intimées	Dates des ententes sur le plaidoyer		Amendes
	Date de signature	Date de dépôt	
Hitachi	25 septembre 2013	6 novembre 2013	195 millions \$US
Mitsuba	26 septembre 2013	6 novembre 2013	135 millions \$US
Mitsubishi	24 septembre 2013	6 novembre 2013	190 millions \$US

le tout tel qu'il appert des Ententes sur le plaidoyer entérinées par la United States District Court Eastern District of Michigan Southern Division dénoncées en liasse au soutien des présentes sous la **cote R-5**;

31.4 Ainsi, la collusion entre les Intimées visant à fixer les prix des composantes de véhicules automobiles, notamment des Démarreurs a eu comme conséquence de gonfler artificiellement les prix pour les acheteurs finaux de véhicules automobiles aux États-Unis et au Canada, y compris au Québec;

### **C) LA FAUTE**

32. Le Requérant allègue que les Intimées ont manqué à leurs obligations, tant légales que statutaires, notamment à leurs obligations ayant trait à la concurrence tel que défini dans la *Loi sur la concurrence (L.R.C. (1985), c. C-34)*;

33. Outre ce qui précède, le Requérant allègue que les Intimées ont manqué à leurs obligations générales prévues au *Code civil du Québec* et de façon plus spécifique, aux obligations ayant trait à l'obligation d'agir de bonne foi et de ne pas nuire à autrui;

34. Tout au cours de la Période visée par le recours, les Intimées étaient impliquées dans la fabrication, la mise en marché, la vente des Démarreurs au Canada et au Québec;

34.1 Les Intimées ont participé à un complot visant à causer un préjudice au Requérant;

34.2 Les Intimées savaient que le complot causerait vraisemblablement un préjudice au Requérant;

34.3 Les Intimées ont porté atteinte aux intérêts financiers du Requérant par des agissements illégaux;

35. Les Intimées figurent parmi les plus importantes manufacturières de Démarreur au Canada et dans le monde. En 2010, les 4 premiers fournisseurs de Démarreurs contrôlaient près de 76 % du marché global;

36. D'ailleurs, suite à ce qui précède, divers recours collectifs ont été déposés devant différentes instances, aux États-Unis et ailleurs au Canada, le tout tel qu'il appert des documents produits en liasse au soutien de la présente sous la **cote R-2**;

- 36.1 Tel que déjà mentionné, à la suite d'enquêtes par les Autorités de la concurrence au Canada, aux États-Unis, en Europe et au Japon, certaines des Intimées ont plaidé coupable et ont été condamnées à payer des amendes records;
37. [...];
38. Les industries automobiles, canadienne et américaine, étant fortement intégrées, des véhicules fabriqués de chaque côté de la frontière sont vendus au Canada dont au Québec. Le complot ayant influencé les prix des Démarreurs aux États-Unis a également influencé les prix des véhicules vendus au Canada, y compris au Québec;
39. Les ententes de collusion prises entre les Intimées ont été mises en œuvre entre autres par une série de hausses coordonnées des prix du marché;
40. De telles ententes ont eu lieu suite à différentes réunions tenues lors de Salons de l'Industrie au cours desquelles il y a eu échanges de documents confidentiels en rapport avec la tarification en vigueur au sein de leur entreprise respective, notamment les Intimées;
41. Cette pratique a été conduite sur une base régulière avec le résultat que le Requérent et les membres du groupe ont été privés du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, ont payé un prix trop élevé pour des Démarreurs qu'ils ont achetés ou pour les véhicules qui contenaient ces Démarreurs;

#### **D) DOMMAGES**

- 41.1 Le Cartel a eu pour effet de restreindre indûment la concurrence, de gonfler artificiellement le prix des composantes de véhicules automobiles vendues au Québec et par le fait même, de gonfler artificiellement le prix de vente des véhicules équipés de ces composantes vendues au Québec;
- 41.2 Ainsi, tout au cours de la période qu'a duré le Cartel, les constructeurs automobiles canadiens ont payé un prix artificiellement gonflé pour des composantes de véhicules automobiles vendues par les Intimées;
- 41.3 Il en va de même des acheteurs de véhicules automobiles dont le véhicule automobile était équipé et/ou qui ont acheté au Québec des composantes de véhicules automobiles à qui les constructeurs automobiles auraient, en tout ou en partie, refilé la portion artificiellement gonflée du prix;

41.4 Conséquemment, le Requérant a subi une perte financière en raison des agissements illégaux des Intimées.

## **II. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DU REQUÉRANT**

42. Les faits qui donnent ouverture à un recours individuel de la part du Requérant contre les Intimées sont :

42.1. Le Requérant Serge Asselin dans le district judiciaire de Québec, a acheté une voiture de marque Toyota modèle Yaris (2007) pourvu d'un Démarreur, pour des fins personnelles et plus spécifiquement, au cours de la période durant laquelle le cartel était en place, le tout tel qu'il appert d'une facture du mois de mai 2007 produite au soutien de la présente sous la **cote R-3**;

43. Vu les agissements illégaux des Intimées, le Requérant a été privé du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, a payé un prix trop élevé pour les produits en question qu'il a achetés;

44. Les agissements illégaux des Intimées ont causé des dommages au Requérant, à savoir la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour le produit qu'il a acheté contenant des Démarreurs et le prix qu'il aurait normalement dû payer sur le marché où règne la libre concurrence;

45. Les agissements illégaux des Intimées ont été camouflés et n'ont pas été portés à la connaissance du Requérant ou de tout autre membre du groupe;

46. Le Requérant n'a pas été en mesure de découvrir, et ne pouvait pas découvrir même avec toute la diligence requise, que les Intimées étaient impliquées dans des agissements illégaux, violaient la *Loi sur la concurrence* et ce n'est que peu de temps avant le dépôt de cette procédure que la Requérante a été confrontée à cette réalité;

## **III. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DE LA PART DE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPE**

47. Les faits qui donnent ouverture à la réclamation personnelle de chacun des membres du groupe contre les Intimées sont énumérés aux paragraphes qui suivent:

47.1. Chaque membre du groupe a acheté ou reçu un Démarreur ou a acheté un véhicule ayant un Démarreur;

- 47.2. Chaque membre du groupe a payé un prix artificiellement élevé pour les produits en question qu'il a achetés, utilisés ou reçus en raison du cartel et de son impact sur la concurrence;
- 47.3. Chaque membre du groupe a subi des dommages équivalants à la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour les produits en questions qu'il a achetés, utilisés ou reçus et le prix qui aurait normalement dû être payé sur le marché où règne la libre concurrence;
- 47.4. Les dommages subis par chaque membre du groupe ont été causés directement par les agissements illégaux des Intimées;
- 47.5. Ainsi, le Requérant et les membres du groupe sont justifiés de réclamer le remboursement de tous les dommages subis en raison des agissements illégaux des Intimées;

#### **IV. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXERCICE D'UN RECOURS COLLECTIF**

- 48. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.p.c. et ce pour les motifs qui suivent:
  - 48.1. Le nombre de personnes pouvant composer le groupe est estimé à plusieurs milliers de personnes compte tenu des chiffres de vente des Intimées et de l'usage répandu de tels produits;
  - 48.2. Les noms et adresses des personnes pouvant composer le groupe sont inconnus du Requérant;
  - 48.3. Tous les faits allégués aux paragraphes qui précèdent rendent impossible l'application des articles 59 ou 67 C.p.c.;
- 49. Les questions de faits ou de droit qui concernent les membres du groupe ainsi que le Requérant sont énumérées aux paragraphes qui suivent, et sont identiques, similaires ou connexes pour chacun;
  - a) Les Intimées ont-elles conclu des ententes illégales pour faire collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des Démarreurs ?
  - b) Les agissements des Intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des Démarreurs à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs ?
  - c) Les ententes conclues entre les Intimées ont-elles été gardées secrètes ?

- d) Les agissements des Intimées ont-ils causé des dommages aux membres du groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages ?
- e) Les Intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages ?

## **V. NATURE DU RECOURS ET CONCLUSIONS RECHERCHÉES**

- 50. Le recours que le Requéant désire exercer pour le bénéfice des membres du groupe est une requête en dommages;
- 51. Les conclusions que le Requéant recherchera par sa requête introductive d'instance seront:

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 1 000 000 \$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au Code civil;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 500 000 \$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du Requéant pour le compte de tous les membres du groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

- 52. Le Requéant, qui demande à obtenir le statut de représentant, est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres du groupe pour les motifs qui suivent:
  - 52.1. Il a acheté un produit ayant des Démarreurs et est un consommateur comme la majorité des membres du groupe;
  - 52.2. Il comprend la nature du recours;

52.3. Il est disposé à consacrer le temps nécessaire au litige et à collaborer avec les membres du groupe;

53. La présente requête réamendée est bien fondée en faits et en droit;

54. Toute la cause d'action a pris naissance au Québec.

## **PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR**

**ACCUEILLIR** la présente requête réamendée;

**AUTORISER** l'exercice d'un recours collectif sous la forme d'une requête introductive d'instance en dommages;

**ACCORDER** au Requérant le statut de représentant des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit:

« [...] Toute personne du Québec qui [...] a acheté [...] un démarreur\* pour l'installation dans un véhicule automobile neuf\*\* [...] ou qui [...] a acheté et/ou loué un véhicule automobile neuf [...] équipé d'un démarreur, et ce, entre le 1<sup>er</sup> [...] janvier 2000 et le 31 juillet 2011 (la « Période visée par le recours »).

Toutefois, une personne morale de droit privé, une société ou une association n'est membre du groupe que si, en tout temps entre le 18 avril 2012 et le 18 avril 2013, elle comptait sous sa direction ou sous son contrôle au plus cinquante (50) personnes liées à elle par contrat de travail et qu'elle n'est pas liée avec les Requérants. »

\* Les démarreurs achetés pour la réparation ou le remplacement dans un véhicule automobile sont exclus du groupe.

\*\* Véhicule automobile désigne : voitures, véhicules sport utilitaires (VUS), fourgonnettes, camions légers (pesant 10 000 lbs au maximum).

**IDENTIFIER** les principales questions de faits et de droit à être traitées collectivement comme étant les suivantes:

Les Intimées ont-elles conclu des ententes illégales pour faire collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des Démarreurs ?

Les agissements des Intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des Démarreurs à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs ?

Les ententes conclues entre les Intimées ont-elles été gardées secrètes ?

Les agissements des Intimées ont-ils causé des dommages aux membres du groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages ?

Les Intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages ?

**IDENTIFIER** les conclusions recherchées par le recours collectif à être institué comme étant les suivantes :

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 1 000 000 \$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au Code civil;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 500 000 \$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du demandeur pour le compte de tous les membres du groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

**DÉCLARER** que tout membre du groupe qui n'a pas requis son exclusion du groupe dans le délai prescrit soit lié par tout jugement à être rendu sur le recours collectif à être institué;

**FIXER** le délai d'exclusion à 30 jours de la date de publication de l'avis aux membres;



**ORDONNER** la publication d'un avis aux membres du groupe conformément à l'article 1006 C.p.c.;

**LE TOUT** frais à suivre.

Québec, le 28 juillet 2015

---

**SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS**

(Me Barbara Ann Cain)

Procureurs du Requéant

## AVIS DE PRÉSENTATION

À :

**Me David Stolow**

Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l./s.r.l.  
1501, avenue McGill College, 26<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3N9  
Procureurs de Denso Manufacturing Canada, Inc. et Denso Sales Canada, Inc.

**Me Pablo Guzman**

DLA Piper  
Bureau 1400, Tour McGill College  
1501, avenue McGill College  
Montréal (Québec) H3A 3M8  
Procureurs d'Hitachi Ltd, Hitachi Automotive Systems, Ltd., Hitachi Automotive Systems Americas, Inc.

**Me Geneviève Bertrand**

Société d'avocats Torys S.e.n.c.r.l.  
1, Place Ville-Marie, bureau 1919  
Montréal (Québec) H3B 2C3  
Procureurs Mitsubishi Electric Sales Canada, Inc.

**Me Éric Vallières**

McMillan  
1000, Sherbrooke Ouest, bureau 2700  
Montréal (Québec) H3A 3G4  
Procureurs d'American Mitsuba Corporation

**Me Frikia Belogbi**

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS  
1, Rue Notre-Dame Est, bureau 10.30  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

**ROBERT BOSCH GMBH**

Postfach 10 60 50  
Stuttgart, 70049, Allemagne

**ROBERT BOSCH LLC**

38000 Hills Tech Drive  
Farmington, Michigan, 48331, États-Unis

**ROBERT BOSCH, INC.**  
6955 Creditview Road  
Mississauga, Ontario, L5N 1R1, Canada

**PRENEZ AVIS** que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Québec la présente demande.

Pour répondre à cette demande, **vous devez comparaître** par écrit, personnellement ou par avocat, au Palais de justice de Québec situé au 300, boulevard Jean-Lesage à Québec **dans les 10 jours de la signification de la présente requête.**

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai de 10 jours.

Si vous comparez, la demande sera présentée à une date et heure à être déterminées par l'honorable juge Clément Samson, juge désigné pour entendre toutes procédures en la présente instance.

Québec, le 28 juillet 2015

---

**SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS**  
(Me Barbara Ann Cain)  
Procureurs du Requéant